

« THÉMIS »

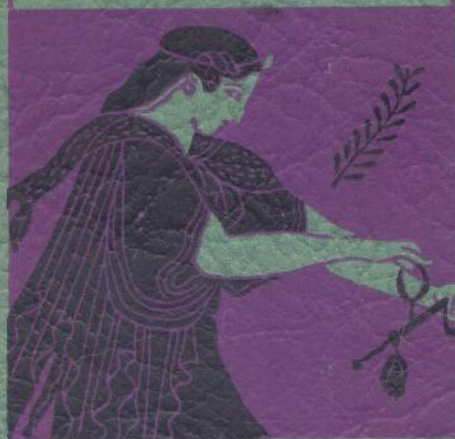
MANUELS JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

DROIT D'OUTRE-MER ET DE LA COOPÉRATION

par

FRANÇOIS LUCHAIRE

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Paris
Ancien directeur
de l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer*



ÉDITIONS UNIVERSITAIRES DE FRANCE

« THÉMIS »

MANUELS JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES
Collection dirigée par Maurice DUVERGER

DROIT
D'OUTRE-MER
ET DE LA COOPÉRATION

par

François LUCHAIRE

Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Paris

Ancien directeur de l'Institut des Hautes Études d'Outre-Mer

DEUXIÈME ÉDITION REFONDUE



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1966

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS	1
§ 1. Définition du droit d'outre-mer et de la coopération	1
A) Le droit d'outre-mer	1
B) Le droit de la coopération	2
C) Les rapports du droit d'outre-mer et du droit de la coopération	3
§ 2. Programme officiel et plan de l'ouvrage	6
A) Place du droit d'outre-mer et de la coopération dans l'enseignement	6
B) Le programme de licence	6
C) Divisions de l'ouvrage	9

PREMIÈRE PARTIE

DU PROBLÈME COLONIAL

AU PROBLÈME DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

A) Les motifs de la colonisation	11
B) Les conséquences du sous-développement	13

TITRE PREMIER

LE PROBLÈME COLONIAL

CHAPITRE PREMIER. — La colonisation	17
Section I. — Définition de la colonisation	17
1. Aspect étatique	17
2. Aspect démographique	18
A) L'émigration	18
B) Les modalités de l'émigration	19

	PAGES
§ 3. Aspect juridique	20
A) La domination	20
B) Les modalités de la domination	20
Section II. — Les données du problème	21
§ 1. Les trois aspects du problème colonial	21
§ 2. Les aspirations de la société coloniale	22
§ 3. Les politiques métropolitaines	24
Section III. — Les interventions internationales	25
§ 1. L'organisation internationale de la chrétienté	26
A) Les pouvoirs de la papauté	26
B) Les investitures papales	26
C) Le déclin de l'autorité papale	26
§ 2. L'anarchie internationale des temps modernes	27
A) Les fondements doctrinaux de la compétence coloniale	27
B) La découverte et l'occupation fictive	28
§ 3. Les tentatives d'organisation internationale de la compétence coloniale	28
A) La reconnaissance de la compétence coloniale	29
1 ^o L'occupation effective et notifiée	29
2 ^o Les traités internationaux de protectorat	30
B) La réglementation internationale de la compétence coloniale	33
C) Les mandats de la Société des Nations	35
CHAPITRE II. — La décolonisation	39
Section I. — Motifs et définition de la décolonisation	39
§ 1. Les motifs de la décolonisation	39
A) Le mythe de l'égalité	39
B) La réaction contre la colonisation européenne	39
C) La politique des grandes puissances	40
§ 2. La définition de la décolonisation	41
A) La décolonisation est l'un des procédés qui marque la fin de la colonisation	42
B) La direction des affaires politiques	43
C) La direction des affaires économiques : la décolonisation économique	44
Section II. — Les difficultés de la décolonisation	46
§ 1. Les aspirations de la société « décolonisée »	46
§ 2. La politique des anciennes métropoles	47
§ 3. La politique des anciennes colonies	51

	PAGES
Section III. — Les interventions internationales	52
§ 1. La colonisation, service public international	52
A) La charte de San Francisco et son application	52
B) Le régime de tutelle	54
C) Les territoires non autonomes	61
§ 2. La décolonisation, obligation internationale	65
A) Les fondements de l'obligation de décoloniser	65
B) La déclaration générale sur l'indépendance des pays et peuples coloniaux	67
C) L'application de la déclaration	68
D) Les réactions des puissances coloniales	69
E) Jugement d'ensemble sur la politique des Nations Unies	70
BIBLIOGRAPHIE	71

TITRE II

LE PROBLÈME DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE PREMIER. — Le sous-développement	79
Section I. — Les caractéristiques du sous-développement	79
§ 1. Impossibilité d'une définition	79
§ 2. Les classifications effectuées par les organismes internationaux	81
§ 3. Essai d'énumération des pays sous-développés	83
§ 4. Les aspects du sous-développement	84
A) Les aspects économiques	84
B) Les aspects démographiques	86
C) Les aspects sociaux	87
Section II. — Les motifs du sous-développement	89
§ 1. Les fausses explications	89
§ 2. Les explications partielles	89
§ 3. Les causes fondamentales	93
CHAPITRE II. — Les efforts de développement	103
§ 1. Les politiques du développement	103
§ 2. Le financement du développement	104
BIBLIOGRAPHIE	110

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT D'OUTRE-MER FRANÇAIS

TITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION DES SOLUTIONS FRANÇAISES

	PAGES
CHAPITRE PREMIER. — La période coloniale	117
§ 1. L'Ancien Régime	117
§ 2. La Révolution et le Premier Empire	119
A) Les hésitations de l'Assemblée Nationale Constituante	119
B) La politique d'assimilation de la Convention et du Directoire	120
C) La réaction de Bonaparte	120
§ 3. De la Restauration à la fin du Second Empire	120
A) La Restauration, l'assujettissement	120
B) La Monarchie de Juillet, l'autonomie administrative ..	121
C) La Seconde République, retour à l'assimilation	121
D) Le Second Empire, nouvelle politique d'autonomie ..	122
§ 4. La III ^e République	122
A) La tradition républicaine d'assimilation	122
B) La politique d'association	123
C) Les résultats et les insuffisances de la politique de la III ^e République	124
CHAPITRE II. — L'Union française et la Communauté	125
Section I. — La conception générale	125
§ 1. Les trois étapes de la politique française	125
§ 2. Les difficultés de la politique française	126
§ 3. La signification de l'Union française et de la Communauté	128
Section II. — L'Union française	129
§ 1. L'esprit général de la Constitution de 1946	129
A) Son élaboration	129
B) Les principes fondamentaux	131
§ 2. La fin de l'Union française	132
A) Inconvénients et mérites de l'Union française	132
B) Echec de l'Union française	133

	PAGES
Section III. — La Communauté	134
§ 1. L'esprit général de la Constitution de 1958	134
A) Son élaboration	134
B) Les principes fondamentaux	136
§ 2. La fin de la Communauté	140
A) La Communauté était un compromis	141
B) La Communauté ne pouvait être que temporaire	142
CHAPITRE III. — La Communauté renouvelée	144
§ 1. Le processus juridique de la rénovation	144
A) La procédure de révision	144
B) Les accords de participation à la Communauté	146
§ 2. La Communauté conventionnelle	147
A) Les organes	147
B) L'effacement de la communauté renouvelée	149
CHAPITRE IV. — L'accession à l'indépendance	151
Section I. — L'échelonnement des indépendances	151
Section II. — Les anciens Etats associés d'Indochine	154
§ 1. L'Union indochinoise	154
§ 2. Le Viêt-nam	154
§ 3. Le Cambodge	155
§ 4. Le Laos	156
Section III. — Les anciens Etats protégés d'Afrique du Nord	157
§ 1. La Tunisie	157
A) Le protectorat	157
B) L'indépendance	158
§ 2. Le Maroc	160
A) Le protectorat	160
B) L'indépendance	160
Section IV. — La Guinée	161
A) L'annexion et le statut territorial	161
B) L'indépendance	162
Section V. — Les territoires sous tutelle	164
§ 1. Le mandat et la tutelle	164
§ 2. Le Togo	165
A) La question Ewée et le mouvement unificationniste ..	165
B) Le mouvement vers l'autonomie	166
C) Le mouvement vers l'indépendance	167

	PAGES
§ 3. Le Cameroun	168
A) Le mouvement vers l'autonomie	168
B) Le mouvement vers l'indépendance	169
Section VI. — Les Etats de la Communauté	170
§ 1. L'annexion	170
A) L'ancienne A.O.F.	170
B) L'ancienne A.E.F.	171
C) Madagascar	172
§ 2. La décentralisation politique	173
A) Les premières assemblées	173
B) La loi cadre	174
§ 3. L'accession à l'autonomie	176
A) Les options	176
B) Le problème des groupes	177
§ 4. L'accession à l'indépendance	178
A) Le Sénégal et le Mali	179
B) Madagascar	181
C) Les Etats de l'ancienne A.E.F.	181
D) Les Etats du Conseil de l'Entente	182
E) La Mauritanie	184
Section VII. — L'Algérie	185
A) L'Algérie, groupe de départements français	185
B) La personnalité algérienne	186
C) Le statut de l'Algérie	188
D) Le mouvement réformiste	190
E) Les efforts d'intégration	193
F) La politique de libre détermination	194
G) L'indépendance	195
Section VIII. — Les conséquences de l'indépendance	197
§ 1. Les conséquences dans l'ordre international	197
A) L'admission à l'O.N.U.	197
B) Le problème de la succession d'Etat	198
§ 2. Les conséquences dans l'ordre interne français	199
A) Les conséquences sur la nationalité	199
B) Les conséquences sur la fonction publique française ..	201
C) Les conséquences sur les intérêts des nationaux français	202
D) Les conséquences sur les compétences des juridic- tions françaises	204
BIBLIOGRAPHIE	205

TITRE II

LA FRANCE D'OUTRE-MER

	PAGES
CHAPITRE PREMIER. — Les départements d'outre-mer	213
Section I. — L'évolution générale	213
§ 1. Le mouvement vers l'assimilation	213
§ 2. La départementalisation	214
§ 3. La départementalisation adaptée	214
Section II. — Le régime politique et administratif	216
§ 1. Le statut politique	216
§ 2. L'administration centralisée	217
A) Le ministre d'Etat chargé des D.O.M.	217
B) Le secrétaire général pour les D.O.M.	218
C) Le préfet	218
§ 3. L'administration décentralisée	220
A) L'organisation départementale	220
B) L'organisation communale	221
§ 4. L'arrondissement de l'Inini	222
A) La personnalité de l'arrondissement	222
B) Les attributions du préfet	222
C) Le Conseil d'arrondissement	223
D) L'organisation communale	223
§ 5. Le contentieux administratif	224
Section III. — Le régime législatif	224
§ 1. Les solutions antérieures à la Constitution de 1946 ...	224
A) La spécialité législative et son tempérament	224
B) Le régime des décrets et son abandon progressif	226
§ 2. Les solutions postérieures à la Constitution de 1946	228
A) L'assimilation législative et ses tempéraments	228
B) La Constitution de 1958	229
C) L'adaptation du régime législatif	229
Section IV. — L'organisation judiciaire	229
A) L'extension des règles métropolitaines	229
B) Les dispositions particulières	230
Section V. — La condition des personnes juridiques, des biens et de l'économie	230
§ 1. La condition des personnes	230
A) Les droits publics et les libertés	230
B) Les particularités du droit privé	231
C) Le conflit interterritorial	232
D) Le droit social	233

	PAGES
§ 2. Le régime des biens	234
A) Les particularités du domaine	234
B) Le régime minier	234
§ 3. Les cadres juridiques de la vie économique	236
A) Le régime douanier	236
B) Le régime monétaire et le crédit	237
C) La réglementation économique et fiscale	237
D) Le développement économique et social	238
CHAPITRE II. — Les territoires d'outre-mer.....	241
Section I. — L'évolution générale	241
§ 1. L'annexion	241
§ 2. La décentralisation administrative	242
§ 3. La décentralisation politique	243
§ 4. La particularisation des statuts	243
Section II. — Le régime politique et administratif	244
§ 1. Le statut politique	244
A) Les règles constitutionnelles	244
B) La participation des territoires aux institutions centrales	245
C) L'étendue de l'autonomie	246
D) La vie politique	248
§ 2. La gestion des affaires de l'Etat.....	250
A) Les organes centraux	250
B) Les représentants du gouvernement	251
§ 3. La gestion des affaires du territoire	253
A) Le chef du territoire	253
B) Les assemblées	254
C) Les conseils	257
D) Le contrôle de tutelle	260
§ 4. La gestion des affaires locales	263
A) La diversité administrative.....	263
B) Les divisions administratives aux Comores.....	263
C) Les divisions administratives de la Nouvelle-Calédonie	264
D) Les divisions administratives de la Polynésie	266
E) Les divisions administratives des îles Wallis et Futuna.....	267
F) Les divisions administratives de la Côte française des Somalis	268
G) Les communes à Saint-Pierre-et-Miquelon	268

	PAGES
§ 5. Le contentieux administratif	268
A) L'organisation du Conseil du Contentieux adminis- tratif.....	268
B) La compétence du Conseil du Contentieux	269
C) La compétence des juridictions administratives métropolitaines.....	270
Section III. — Le régime législatif	271
§ 1. Les conséquences de l'annexion	271
§ 2. Les solutions antérieures à 1946	272
A) La spécialité législative	272
B) Le régime des décrets	272
§ 3. Les solutions postérieures à 1946	273
A) La spécialité législative	273
B) La répartition des compétences	274
§ 4. Les modifications postérieures à 1958	275
A) Modifications résultant du texte constitutionnel ...	275
B) Modifications apportées par les nouveaux statuts ..	276
§ 5. La promulgation et la publication	277
A) La promulgation	277
B) La publication	279
Section IV. — L'organisation judiciaire	280
§ 1. La justice de droit commun	280
A) Le service judiciaire	280
B) L'agencement des tribunaux	280
C) La procédure	281
D) Les auxiliaires de justice	282
§ 2. La justice de droit local	282
A) Champ d'application.....	282
B) La justice de droit local aux Comores	283
C) La justice de droit local en Côte des Somalis ...	284
D) La justice de droit local aux îles Wallis et Futuna ...	284
Section V. — La condition des personnes	284
§ 1. Le droit commun.....	284
A) La nationalité et la condition des étrangers	284
B) Les libertés	285
C) Les conditions du travail	286
D) Droit pénal et droit privé	289

PAGES

§ 2. L'application du statut personnel de droit local	289
A) Les bénéficiaires du statut personnel	290
B) La renonciation au statut personnel	291
C) Les matières relevant du statut personnel	292
D) L'option de législation	293
E) Les rapports mixtes ou conflits de statut	294
Section VI. — Le régime des biens	295
§ 1. Le domaine	295
A) Le domaine public	295
B) La concession du domaine public	295
C) Le domaine privé	295
D) Les concessions domaniales	296
E) L'expropriation pour cause d'utilité publique	296
§ 2. Les biens des particuliers	297
A) L'application partielle du droit métropolitain	297
B) Le régime de l'immatriculation	297
C) Le droit foncier coutumier	298
§ 3. Le régime minier	299
A) Le régime général	299
B) Les régimes spéciaux	299
C) Le bureau de recherches géologiques et minières ..	300
Section VII. — Les cadres juridiques de la vie économique ..	301
§ 1. Le régime douanier	301
A) Le principe de la liberté douanière	301
B) Les limitations de la liberté douanière	301
C) L'Association à la Communauté Economique Euro- péenne	302
§ 2. Le régime monétaire	302
§ 3. Le développement économique et social	303
A) La planification	303
B) Les organes de financement	304
C) Les sociétés d'Etat et les sociétés d'économie mixte...	305
D) Les entreprises privées privilégiées	306
E) Le crédit	307
§ 4. Le régime financier et fiscal	307
A) Les dépenses de l'Etat	307
B) Les finances locales	308
C) La fiscalité	309
<i>Appendice</i> : Le Condominium des Nouvelles-Hébrides	309
BIBLIOGRAPHIE	310

TROISIÈME PARTIE

LES ÉTATS D'AFRIQUE
ET DE MADAGASCAR

PAGES

§ 1. Préliminaire. Les Etats d'expression française	313
A) Enumération	313
B) Caractères communs	315

TITRE PREMIER

LES INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES

CHAPITRE PREMIER. — La naissance de l'Etat	319
§ 1. Les populations	319
A) Les distinctions tribales	319
B) Les distinctions sociales	320
§ 2. Le territoire	321
A) Les frontières artificielles établies par la colonisation ..	321
B) La solidité relative des frontières	323
§ 3. Le gouvernement	325
§ 4. Le nationalisme africain	327
CHAPITRE II. — Les constitutions	329
Section I. — Les caractères généraux	329
§ 1. La base démocratique	329
§ 2. Le caractère unitaire de l'Etat	330
A) Le fédéralisme camerounais	330
B) Le fédéralisme congolais	332
C) Les provinces malgaches	335
§ 3. La forme républicaine	335
A) Le royaume du Maroc	335
B) La monarchie du Burundi	336
§ 4. Le caractère autoritaire	337
Section II. — Les chefs d'Etat	337
§ 1. Une désignation ne dépendant pas du Parlement	338
§ 2. Le Chef d'Etat, maître du Gouvernement	338
§ 3. Le pouvoir de type consulaire	340

	PAGES
Section III. — Le Parlement	341
§ 1. Le monocaméralisme	341
A) Le Sénat de Madagascar	342
B) L'Assemblée des Chefs traditionnels du Cameroun occidental	342
C) Le Sénat dans la République démocratique du Congo	343
D) Les Chambres hautes dans les monarchies	343
E) La Chambre de réflexion au Dahomey	343
§ 2. L'indépendance du Parlement	343
§ 3. La limitation des pouvoirs de l'Assemblée	344
A) Limitation du pouvoir législatif	344
B) Limitation du pouvoir de contrôle	345
Section IV. — Les libertés et le pouvoir judiciaire	346
§ 1. L'affirmation des libertés	346
§ 2. Le pouvoir judiciaire	347
CHAPITRE III. — La vie politique	349
Section I. — Le parti politique	349
§ 1. Le parti dominant	349
§ 2. L'élimination de l'opposition	351
§ 3. Le parti unique	352
§ 4. Le parti, corps intermédiaire	354
Section II. — La vie politique parallèle	355
§ 1. L'absence de compétition électorale	355
§ 2. La recherche des équilibres politiques	356
§ 3. La démocratie africaine	357
CHAPITRE IV. — Les institutions administratives	359
§ 1. Les problèmes administratifs	359
A) Le problème des cadres	359
B) Le problème des structures	361
§ 2. Les divisions administratives dans les Etats d'Afrique du Nord	362
§ 3. Les divisions administratives de Madagascar	364
§ 4. Les divisions administratives dans les Etats de l'ancienne A.E.F. et du Cameroun	366
§ 5. Les divisions administratives dans les Etats de l'Afrique du l'Ouest	369
BIBLIOGRAPHIE	374

TITRE II

	PAGES
LES INSTITUTIONS PRIVÉES ET JURIDICTIONNELLES	
CHAPITRE PREMIER. — La condition des personnes	381
Section I. — La nationalité	381
§ 1. La nationalité d'origine	382
A) La filiation	382
B) Le lieu de naissance	382
§ 2. La nationalité dérivée	383
A) La résidence	383
B) Le mariage	384
C) Les circonstances exceptionnelles	384
D) L'adoption	385
E) La naturalisation	385
§ 3. La perte de la nationalité	385
A) La perte volontaire	385
B) La déchéance	386
Section II. — Le droit privé	386
§ 1. La législation répressive	386
§ 2. La législation civile	388
A) La dualité des statuts	388
B) La tendance à l'unification	389
C) L'esprit des réformes récentes	390
§ 3. La législation sociale	392
A) Le particularisme des conditions du travail	392
B) Les Etats d'Afrique du Nord	393
C) Les Etats d'Afrique noire et de Madagascar	394
CHAPITRE II. — Le régime des biens	396
§ 1. Les réformes agraires ou foncières	396
A) Les réformes agraires en Afrique du Nord	397
B) Les réformes foncières dans les Etats d'Afrique noire	401
§ 2. Les réformes minières	403
A) Les Etats d'Afrique du Nord	403
B) Les Etats d'Afrique noire et de Madagascar	405
§ 3. Le régime des investissements	407
A) Le régime général	408
B) Les entreprises privilégiées	408
C) Le régime de l'agrément	410
D) Le régime de la convention	411

	PAGES
CHAPITRE III. — Le droit judiciaire	414
Section I. — L'organisation des tribunaux	415
§ 1. L'adaptation des juridictions de droit moderne	415
§ 2. La tendance à l'unification	419
A) La justice de droit traditionnel	419
B) La justice administrative	421
C) Les juridictions sociales et commerciales	423
Section II. — Le fonctionnement des tribunaux	424
§ 1. Les auxiliaires de la justice	424
§ 2. La procédure	425
A) La procédure civile	425
B) La procédure pénale	427
Section III. — La justice et le pouvoir	428
§ 1. La justice engagée	429
§ 2. Les juridictions politiques d'exception	429
§ 3. Le statut des magistrats	431
BIBLIOGRAPHIE	432

TITRE III

LES RELATIONS INTERNATIONALES

CHAPITRE PREMIER. — Les rapports des États africains entre eux	437
Section I. — Les unions régionales	437
§ 1. Les unions politiques	437
A) Le Conseil de l'Entente	438
B) La Conférence des chefs d'Etats de l'Afrique équatoriale	439
C) La Ligue arabe	440
§ 2. Les unions économiques	442
A) Les unions monétaires	442
B) Les unions douanières	443
§ 3. L'organisation commune africaine et malgache	445
§ 4. Les unions techniques spécialisées	449
Section II. — Les unions panafricaines	450
§ 1. Les premières tentatives	450
A) Le groupe de Casablanca	451
B) Le groupe de Monrovia	451

	PAGES
§ 2. L'Organisation de l'Unité Africaine	452
A) le rapprochement des tendances	452
B) La charte d'Addis-Abéba	453
Section III. — Les accords bilatéraux	455
§ 1. Les accords bilatéraux entre Etats arabes	455
§ 2. Les accords bilatéraux entre Etats d'Afrique noire ...	456
§ 3. Les accords bilatéraux entre Etats arabes et Etats d'Afrique noire	457
BIBLIOGRAPHIE	458
CHAPITRE II. — Les rapports des États d'Afrique avec les autres États du monde	459
§ 1. La participation à des groupements internationaux	459
§ 2. Les accords bilatéraux	460

QUATRIÈME PARTIE

LE DROIT DE LA COOPÉRATION

TITRE PREMIER

L'AIDE INTERNATIONALE

§ 1. Préliminaire. — L'aide au développement, service public international	463
CHAPITRE PREMIER. — L'aide des Etats	465
Section I. — L'aide des U.S.A.	465
§ 1. Evolution de l'aide	465
§ 2. L'origine de l'aide	466
§ 3. Les méthodes de l'aide	467
A) Les bénéficiaires de l'aide	467
B) Les formes de l'aide	469
C) La destination de l'aide	471
§ 4. Appréciation générale	471
Section II. — L'aide française	472
§ 1. Evolution de l'aide	472
§ 2. Les organes chargés de l'aide	473
A) Les ministères	473
B) Les organes financiers	473
C) Les organes techniques	476

	PAGES
§ 3. Les méthodes	477
§ 4. Appréciation générale	479
Section III. — L'aide britannique	480
§ 1. Evolution de l'aide	480
§ 2. Les organes et la méthode de l'aide.....	481
§ 3. Appréciation générale	483
Section IV. — L'aide de l'Allemagne fédérale	483
§ 1. Evolution de l'aide	483
§ 2. Les méthodes de l'aide	484
A) Origine de l'aide	484
B) Bénéficiaires de l'aide	485
C) Nature de l'aide	485
D) Objectifs de l'aide.....	486
§ 3. Appréciation générale	486
Section V. — L'aide des Etats communistes	486
§ 1. l'U.R.S.S.....	486
A) Evolution de l'aide	486
B) Méthode de l'aide	487
C) Appréciation générale.....	489
§ 2. Les autres Etats communistes	489
A) La Yougoslavie	489
B) Les autres Etats communistes européens	490
C) L'aide chinoise	490
CHAPITRE II. — L'aide des organisations internationales	492
Section I. — Les organismes à vocation internationales	493
§ 1. Les organismes financiers	493
A) La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.....	493
B) La Société Financière Internationale	495
C) L'Association Internationale de Développement ...	497
§ 2. L'Organisation des Nations Unies	498
A) Le programme ordinaire d'assistance technique ...	498
B) Le fonds des Nations Unies pour l'enfance	499
C) Le programme élargi d'assistance technique.....	499
D) Le fonds spécial des Nations Unies	500
§ 3. Les organismes à compétence spécialisée	501
§ 4. Les commissions économiques régionales des Nations Unies	503

	PAGES
Section II. — Les organismes à vocation régionale	504
§ 1. Les premières commissions	504
§ 2. Les organisations continentales	506
A) L'Organisation des Etats Américains	506
B) L'Organisation de l'Unité Africaine	508
Section III. — Les organismes européens	508
§ 1. Les motifs de l'intervention européenne	508
§ 2. Les premières interventions.....	509
§ 3. L'association des Etats indépendants à la Communauté Economique Européenne	512
A) Le principe des conventions.....	512
B) L'association des pays sous-développés européens	513
C) L'association des Etats d'Afrique et de Madagascar	515
Section IV. — Les efforts de coordination des aides internationales	526
§ 1. La coordination entre pays assistants	526
A) L'Organisation de Coopération et de Développement Economique	526
B) Le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle	528
§ 2. La coordination autour d'un pays ou d'un groupe de pays assistés	528
A) Le Plan de Colombo	528
B) Les consortiums et les groupes consultatifs	529
BIBLIOGRAPHIE.....	530

TITRE II

LES ACCORDS FRANÇAIS DE COOPÉRATION

§ 1. Préliminaire. — La variété des accords	535
CHAPITRE PREMIER. — Les accords diplomatiques	539
§ 1. Des formes spécifiques	539
A) Les textes	539
B) La pratique	540
§ 2. Un concert limité	541
A) Les textes	541
B) La pratique	541

CHAPITRE II. — Les accords militaires	542
§ 1. La défense	542
A) La défense extérieure	543
B) La défense intérieure	544
C) Les moyens de défense	544
§ 2. L'assistance technique militaire	545
A) La fourniture de services	545
B) La fourniture d'équipement	545
C) Le transfert de personnels et d'installations	546
§ 3. La politique des matières premières stratégiques	546
§ 4. La présence militaire française	546
A) Les fondements juridiques	546
B) Le statut des forces armées	547
CHAPITRE III. — Les accords culturels	549
§ 1. L'assistance technique culturelle	549
A) L'utilisation des enseignants français	549
B) L'enseignement supérieur	550
C) La formation des cadres	552
§ 2. Le rapprochement des cultures	553
A) La coordination des programmes d'enseignement	553
B) La libre diffusion des cultures	554
CHAPITRE IV. — Les accords économiques	555
Section I. — La zone franc	557
§ 1. Le régime monétaire	557
A) Le régime de convertibilité totale	557
B) Le régime de convertibilité limitée	560
§ 2. Les transferts	561
A) Les transferts libres	561
B) Les transferts limités	561
§ 3. Le régime des échanges extérieurs	563
A) L'harmonisation du contrôle des changes	563
B) L'utilisation du marché central des changes	563
C) L'utilisation du fonds de stabilisation des changes	564
§ 4. Le régime des échanges	564
A) La part de la France dans le commerce extérieur des Etats d'Afrique	564
B) Les accords commerciaux	565
Section II. — L'aide financière	566
§ 1. Les accords de coopération	566
§ 2. La variété de l'aide bilatérale française	569

CHAPITRE V. — Les accords de coopération technique	570
Section I. — La coopération technique en matière de personnel ..	570
§ 1. La situation juridique du personnel de l'assistance technique	571
§ 2. La charge financière	572
§ 3. La situation juridique des travailleurs africains en France	573
Section II. — La coopération technique en matière de transports et télécommunications	573
§ 1. L'aviation	573
A) La sécurité aérienne	573
B) Les compagnies de navigation aérienne	573
C) Les accords de coopération	574
§ 2. La marine marchande	574
§ 3. Les postes, télécommunications, radiodiffusion et télévision	575
Section III. — La coopération technique en matière financière et fiscale	575
§ 1. Le domaine	575
§ 2. Le Trésor	576
A) Les opérations du Trésor	576
B) Les dépôts et consignations	577
§ 3. Le contrôle des assurances	577
§ 4. La fiscalité	577
Section IV. — La coopération technique pour la mise en valeur du Sahara	578
§ 1. L'O.C.R.S.	578
§ 2. L'association coopérative	578
CHAPITRE VI. — Les conventions d'établissement et les accords judiciaires	581
Section I. — Les accords et conventions d'établissement	581
§ 1. Les Etats de la Communauté	581
§ 2. La convention d'établissement franco-togolaise	583
§ 3. Les accords franco-tunisiens	583
§ 4. Les accords franco-algériens	584

PAGES

Section II. — Les accords judiciaires	585
§ 1. La communication des renseignements	586
A) Etat civil	586
B) Légalisation	587
C) Casier judiciaire	587
§ 2. La répartition des compétences	587
§ 3. L'accès aux tribunaux	589
§ 4. L'entraide judiciaire	590
A) Transmission et remise des actes	590
B) Transmission et exécution des commissions rogatoires	590
C) Comparution des témoins en matière pénale	591
D) Extradition	591
§ 5. L'exécution des jugements	593
A) L'exequatur	593
B) L'exécution des peines	594
§ 6. L'assistance technique judiciaire	595
A) L'assistance technique des magistrats français	595
B) La formation des magistrats	596
C) L'échange d'informations	596
BIBLIOGRAPHIE	597
INDEX GÉNÉRAL DES NOMS D'AUTEURS ET DES MATIÈRES	599

" THÉMIS "

Manuels juridiques, économiques et politiques

Collection dirigée par Maurice DUVERGER

(Suite de la page 2 de couverture.)

" TEXTES ET DOCUMENTS " (COUVERTURE CRÈME)

DUVERGER (Maurice). — Constitutions et documents politiques	F. 20 »
IMBERT (Jean), SAUTEL (Gérard) et BOULET-SAUTEL (Marguerite). — Histoire des institutions et des faits sociaux.	
Tome I : Des origines au X ^e siècle	- 12 »
Tome II : X ^e -XIX ^e siècle	- 12 »
JEANNENEY (Jean-Marcel), BARRE (Raymond), FLAMANT (Maurice) et PERROT (Marguerite). — Documents économiques.	
Tome I : Population. Production. Prix	- 28 »
Tome II : Monnaie. Revenus. Echanges internationaux	- 18 »
PIATIER (André), CAHUZAC (Pierre) et CHAMBADAL (Lucien). — Économie et mathématiques (Éléments et exercices). Tome I	- 24 »
REUTER (P.) et GROS (A.). — Traités et documents diplomatiques	- 20 »
VERGNE (J.). — Droit de l'énergie atomique. (Recueil de textes). Tomes I et II	(en préparation)

SCIENCES POLITIQUES (COUVERTURE CAFÉ)

LALUMIÈRE (Pierre) et DEMICHEL (André). — Les régimes parlementaires européens	(sous presse)
LAMBERT (Jacques). — Amérique latine	F. 18 »
MEHL (Lucien). — Science et technique fiscales.	
Tome I : Éléments de science fiscale	R.
Tome II : Technique et droit de la fiscalité	R.
PIATIER (André). — Statistique et observation économique.	
Tome I : Méthodologie. Statistique	R.
Tome II : Économétrie. Conjoncture. Comptabilité nationale	R.
REUTER (Paul). — Organisations européennes	F. 20 »

CAPACITÉ 1^{re} ANNÉE (COUVERTURE MAUVE)

DUVERGER (Maurice). — Droit public	(sous presse)
VOUIN (R.) et ROBINO (P.). — Droit privé, civil et commercial.	
Tome I : Introduction à l'étude du droit privé. La famille. Les personnes	R.
Tome II : Les biens. Les obligations. Les contrats	F. 14 »

CAPACITÉ 2^e ANNÉE (COUVERTURE MAUVE)

CATALA (Pierre) et TERRÉ (François). — Procédure civile et voies d'exécution	F. 16 »
JEANNENEY (Jean-Marcel). — Économie politique	- 10 »
LAUBADÈRE (André de). — Droit administratif spécial	- 6 »
VOUIN (Robert) et LÉAUTÉ (Jacques). — Droit pénal et procédure pénale	- 12 »

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

" THÉMIS "

Manuels juridiques, économiques et politiques

Collection dirigée par Maurice DUVERGER

LICENCE 1^{re} ANNÉE (COUVERTURE JAUNE)

BARRE (Raymond). — Économie politique. Tome I	R.
CARBONNIER (Jean). — Droit civil. Tome I : <i>Introduction à l'étude du droit et Droit civil</i>	F. 20 »
DUVERGER (Maurice). — Institutions politiques et droit constitutionnel	- 26 »
DUVERGER (Maurice). — Sociologie politique	(sous presse)
ELLUL (Jacques). — Histoire des institutions (de l'époque franque à la Révolution)	F. 18 »
GUILBAUD (Georges Th.). — Mathématiques. Tome I : <i>Ensembles et fonctions. Calcul exponentiel</i>	R.
PIATIER (André). — Statistique. <i>Statistique descriptive et initiation à l'analyse</i>	R.
REUTER (Paul). — Institutions internationales	F. 12 »

LICENCE 2^e ANNÉE (COUVERTURE VERT JADE)

AUBERT-KRIEK (Jane). — Comptabilité privée	F. 9 »
BARRE (Raymond). — Économie politique. Tome II	- 26 »
CARBONNIER (Jean). — Droit civil. Tome II : <i>Les Biens et les Obligations</i>	- 24 »
CARBONNIER (Jean). — Théorie des obligations	- 20 »
DUVERGER (Maurice). — Finances publiques	- 24 »
ELLUL (Jacques). — Histoire des institutions de l'Antiquité ...	- 18 »
GUILBAUD (Georges Th.). — Mathématiques	(en préparation)
MOUCHEZ (Philippe). — Démographie	F. 12 »
NIVEAU (Maurice). — Histoire des faits économiques ..	(en préparation)
PIATIER (André). — Statistique	(en préparation)
VEDEL (Georges). — Droit administratif	R.
VEDEL (Georges). — Institutions administratives	(en préparation)
VOUIN (Robert) et LÉAUTÉ (Jacques). — Droit pénal ..	(en préparation)

(Suite en pages 2 et 3 de couverture.)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE